

Les services

Par Charbel Nahas *

Définition

En économie, un service se définit par opposition à un bien : il est immatériel alors que le second est matériel.

Un coiffeur, un avocat, un hôpital, un restaurant, un transporteur ou une banque produisent des services. De même pour les

intermédiaires (commerce de détail, négociants, courtiers...).

La production de services obéit à des lois économiques spécifiques : contrairement aux biens matériels qui font l'objet du commerce, car ils sont stockables et transpor-

tables, la production et la consommation de services sont simultanées. Ainsi, les services sont moins susceptibles d'uniformisation et de gains de productivité.

On distingue les services marchands des services non mar-

chands, qui correspondent en général aux services rendus par les administrations publiques sans qu'il soit nécessaire pour l'utilisateur de payer le prix de ce service au moment de son utilisation (défense, justice, police, etc.).

Comprendre la variable

L' affirmation la plus répandue à propos des services est celle qui consiste à souligner leur part croissante dans les économies développées qui auraient ainsi accédé à une ère postindustrielle. Les services représentent en effet jusqu'à 70 % des richesses produites (PIB) dans les pays développés, au point d'être considérés comme le principal moteur de leur croissance économique.

En fait, selon une lecture plus précise des phénomènes économiques, l'augmentation des services peut s'expliquer de deux façons : un effet volume et un effet prix.

Contrairement à l'habitude qui consiste à opposer secteurs productifs et secteur tertiaire – ce qui est abusif car les services font partie de la production –, une clarification s'impose : il faut distinguer les services qui sont indissociablement liés à la production et à la consommation de biens matériels et les services qui ont une existence autonome (éducation, santé, salon de coiffure, etc.).

Dans la première catégorie, on intègre les marges commer-

ciales, qui apparaissent en fin de cycle de production, mais aussi une part importante de services comme les études, le design, la gestion financière, la formation du personnel, etc. Les marges commerciales en particulier sont tellement incorporées à la production de biens qu'elles apparaissent dans la comptabilité nationale sous forme de résidu (calculées par défaut).

Dans ce cas, la demande de services augmente au fur et à mesure qu'augmente la demande sur les biens. Dans l'autre, elle découle de l'augmentation de la quantité de services désirés par les consommateurs, en fonction de l'évolution des progrès de la médecine, de l'éducation, des modes de vie, etc.

Par ailleurs, suivant que les entreprises intègrent ou non une part importante de services ou qu'elles les externalisent, soit en les confiant à des sous-traitants, soit à leurs propres filiales, la composante services apparaîtra de façon indépendante dans les comptes nationaux. La croissance relative de la part des →

La part des services est constante dans la majorité des économies

Une étude réalisée par l'ingénieur Fadi Lama met en évidence un constat surprenant : la part des services est constante dans toutes les économies émergentes et riches et dans celle de la Chine. Elle est uniquement plus élevée dans les pays pauvres.

L'étude part de l'hypothèse que les prix des produits industriels et agricoles sont identiques partout dans le monde du fait de leur échangeabilité sur le marché international et que seuls les prix des services varient. L'indice de la parité des pouvoirs d'achat (PPA) calculé par différentes institutions internationales permet de comparer les prix de ces services à travers le monde. Lorsque l'on déflate les valeurs ajoutées dans les services dans chaque pays par cet indice PPA, on obtient une structure du PIB, corrigée de l'effet

prix. Or, cette structure est étonnamment constante.

Ce résultat contredit une lecture apparente selon laquelle la part des services est très importante dans les pays riches et beaucoup moins dans les pays pauvres.

La part de l'industrie est croissante avec le niveau de revenu, alors que celle de l'agriculture est décroissante. L'industrie apparaît ainsi comme le principal moteur de la différence entre les pays pauvres et les autres.

Ce résultat remet en cause l'argument selon lequel il faut se focaliser sur les services pour enclencher un processus de développement.

La méthode mériterait d'être affinée, notamment pour intégrer dans l'indice de la parité de pouvoir d'achat uniquement la part qui relève des services. Ce qui accentuerait probablement le résultat.

Part en % du PIB	Pauvres	Chine	Émergents	Riches
Agriculture déflatée du PPA	8	5	4	2
Industrie déflatée du PPA	12	21	24	25
Services déflatés du PPA	80	74	72	73
Total	100	100	100	100

Source : Fadi Lama.

économielexique

services constatée partout dans le monde est au moins partiellement le fruit de ce phénomène de spécialisation et d'externalisation.

Parallèlement à la croissance de la part des services, en volume, qui a diverses origines, en termes de prix, les évolutions sont liées à une distinction fondamentale entre biens et services : ces derniers sont dans l'ensemble nettement moins exposés à la concurrence internationale que les biens (à l'exception de certaines catégories de biens particulièrement lourds ou fragiles). Cette caractéristique des services est si forte que ceux d'entre eux qui sont devenus directement exportables, grâce au développement des moyens de communication, ont perdu l'appellation de services pour devenir des industries (du cinéma, des logiciels, etc.). Une autre catégorie de services est indirectement exportable à travers le déplacement de la demande : c'est le cas des activités liées au tourisme.

N'étant pas exposés à la concurrence internationale, les services font l'objet de différences de prix considérables entre économies, voire entre différentes régions d'un même pays où coexistent des différences socio-économiques importantes.

En règle générale, les prix des services non exportables se trouvent directement liés au pouvoir d'achat des consommateurs locaux. C'est la raison pour laquelle un coiffeur de quartier est beaucoup plus cher à New York qu'à Dakar alors qu'il offre approximativement le même service.

De fait, les gains de productivité sont limités pour la plupart de ces services peu transportables en raison de la nature des activités d'une part et, d'autre part, de l'étanchéité des marchés.

Ainsi, l'une des explications de la part importante des services dans les pays riches (en valeur) n'est autre que l'augmentation plus que proportionnelle de leurs prix qui est elle-même induite par une hausse du pou-

voir d'achat liée aux gains de productivité des secteurs producteurs de biens ou de services échangeables (soumis à la concurrence internationale). La baisse tendancielle des prix des biens et services échangeables est compensée par la hausse des prix des services non échangeables, ce qui explique la part croissante en valeur des services dans les économies des pays riches.

Un calcul destiné à corriger cet effet prix montre en effet qu'en volume la part des services dans le PIB est constante dans les pays riches, les pays émergents ou la Chine (autour de 72-74 %). Elle est en revanche plus élevée dans les pays pauvres.

Un calcul destiné à corriger cet effet prix montre en effet qu'en volume la part des services dans le PIB est constante dans les pays riches, les pays émergents ou la Chine (autour de 72-74 %). Elle est en revanche plus élevée dans les pays pauvres.

Un calcul destiné à corriger cet effet prix montre en effet qu'en volume la part des services dans le PIB est constante dans les pays riches, les pays émergents ou la Chine (autour de 72-74 %). Elle est en revanche plus élevée dans les pays pauvres.

La variable au Liban

La part des services et du commerce dans l'économie libanaise est prédominante. Les services non marchands de l'administration se situent autour de 11 %, le commerce autour de 24 %, le logement (y compris les loyers imputés, c'est-à-dire ceux théoriquement versés à eux-mêmes par les ménages propriétaires du logement qu'ils occupent) à 7 % et les autres services autour de 25 %.

L'ensemble pèse pour plus des deux tiers du PIB. En y ajoutant le transport et les communications, on arrive aux trois quarts.

Sur la durée, on peut constater certaines tendances :

- Après avoir baissé durant les années de guerre, la part de l'administration se situe aujourd'hui à son niveau des années 1970.

- Après une érosion due à l'inflation galopante et au blocage des loyers, la part du logement retrouve ses niveaux historiques, entre 7 et 9 % du PIB.

- La part du commerce stagne,

voire recule, alors que la part des autres services augmente fortement en fait jusqu'au double de leurs niveaux d'avant-guerre.

Si l'on regarde la composition interne du secteur des services (sur la base des Comptes économiques établis sous la direction de Robert Kasparian et avec quelques hypothèses complémentaires), on constate que l'essentiel de la valeur ajoutée de la "branche des services" se réalise dans l'éducation, le logement, les services financiers et la santé ; les services personnels, et les hôtels et restaurants venant en complément.

On voit bien que l'essentiel des services sont destinés au marché domestique et ne sont pas échangeables (ou sinon très marginalement).

L'effet prix est donc probablement très important alors que les gains de productivité sont sans doute faibles.

(*) Économiste.

www.charbelnahas.org

